

gage que celui qu'il a, paraît-il, tenu à Belgrade ou qu'il va tenir, et je m'en félicite.

Le Conseil fédéral a formulé également de sérieuses réserves à propos des réductions envisagées des dépenses militaires prévues. Il était parfaitement conscient en relevant la gravité d'un éventuel freinage de ces dépenses. Je cite son rapport du 4 octobre (M. le rapporteur l'a fait d'ailleurs, je crois, il y a un instant): «Les fonds dont notre armée dispose pour maintenir et renforcer sa puissance de combat diminueraient en valeur réelle: ... Un plafond de dépenses abaissé à 6,6 milliards entraînera des réductions substantielles (...) et entravera le maintien, voire un relèvement adéquat du niveau de combat de notre armée.»

Alors que des pays comme la France, la Suède, la République fédérale d'Allemagne, qui sont plus pauvres que nous et dont le déficit financier, encore une fois, est considérablement plus grave que le nôtre (entre 3 et 12 pour cent du produit national brut) consacrent entre 3 et 4 pour cent de leur PNB à leur défense, la réduction des investissements militaires esquissée dans le rapport du 4 octobre 1982 serait interprétée, pour un pays qui a une situation financière et économique telle que la nôtre, comme un affaiblissement de notre volonté de défense.

Le Conseil fédéral comprend dès lors parfaitement (je ne peux pas dire qu'il les approuve) les réserves formulées à ce propos par votre Commission des finances et son souhait de voir rétablis des crédits en faveur de l'armement sollicités par le Département militaire. Nous devons poursuivre l'effort d'élagage, de modération, d'allègement des tâches de la Confédération et nous le ferons, ainsi qu'en témoigne le programme d'économies complémentaires que nous avons mis récemment en consultation. Mais nous ne saurions refuser à la Confédération les moyens d'assumer pleinement, en priorité, ses tâches fondamentales qui relèvent d'elle seule, telles que la solidarité internationale et la défense du pays. Nous ne devons pas ignorer non plus la mission de péréquation de la Confédération: péréquation sociale par les institutions de sécurité, péréquation entre les cantons, péréquation en faveur de telle ou telle branche économique comme l'agriculture, en particulier. Aussi bien j'enregistre avec beaucoup d'intérêt les propositions de collaboration à cette politique des dépenses de la Confédération entre les cantons et la Confédération telle que la propose M. Stucki.

Nous ne devons pas non plus oublier que nous ne sommes pas dans une période de galopade économique et que des mesures de déflation drastiques, supprimant des emplois en période de dépression manifeste, seraient économiquement tout à fait contre-indiquées. Il faut donc garder la mesure dans la politique des économies.

Votre commission souligne que la planification financière et les perspectives budgétaires relèvent du Conseil fédéral. Nous nous garderons bien de la contredire mais, sans entrer dans tous les détails des remarques de votre commission ou des interventions faites devant ce conseil, nous prenons note de vos réflexions dans un esprit de coopération positive. Nous en tiendrons compte cet automne en élaborant, dans une nouvelle évaluation, en revisant nos prévisions, le plan financier de la prochaine législature. Il ne m'appartient pas de vous en dévoiler les détails, d'une part parce que je ne suis pas le chef du Département des finances et, d'autre part, parce que le Conseil fédéral n'a pas encore profondément médité sur le sujet.

Les mesures visant à freiner les dépenses doivent être poursuivies sans relâche. C'est une tâche continue, je dirai que ce doit être une tâche réflexe. Il me semble que l'on commence à en prendre le réflexe dans le sens désiré par M. Letsch.

Nous admettons aussi, avec votre commission, que l'équilibre budgétaire ne saurait être atteint par le seul moyen d'une réduction des dépenses et des engagements de la Confédération mais que des ressources nouvelles, équilibrées, modérées, restant de toute manière nettement en deçà de ce que nos voisins demandent à leurs contribuables,

demeurent une nécessité, mais une nécessité limitée et strictement contrôlée.

A cet égard, le Conseil fédéral peut vous dire la déception qu'il a éprouvée à voir le cheminement difficile, parfois contradictoire, de certains impôts modestes qu'il a proposés au titre de la taxe sur les poids lourds, de l'imposition de l'énergie ou même d'une modeste augmentation des cotisations sociales, correspondant d'ailleurs à une substantielle amélioration des prestations, tandis que l'on marque une ardeur particulière à corriger la progression à froid jusqu'au dernier franc ou les écarts de la taxe occulte sans que nous ayons la certitude ou même la possibilité d'une compensation totale de ces corrections, en elles-mêmes incontestablement justifiées.

Nous avons prévu en effet d'assigner certaines de ces compensations prévues par le rapport Heimann à de nouvelles ressources nécessaires à l'équilibre du budget et non à la compensation de ressources que, pour une raison ou pour une autre, par réforme intérieure, on réduirait. Nous souhaitons donc, dans le même sens que votre commission, indépendamment de réformes structurelles, que la nécessité d'une augmentation modérée de nos ressources soit comprise. Il est indispensable qu'après tant de conceptions globales dont nous avons été comblés ces dernières années, à savoir celle de l'énergie, des transports, des mass médias, nous nous appliquions ensemble de préférence à une conception globale de la fiscalité fédérale, comme nous l'a suggéré tout à l'heure la motion de M. Muheim, plutôt qu'à une succession en chapelet de décisions particulières, manquant parfois de cohérence, véritable politique de «rapiéçage» dont parlait M. Genoud. C'est là une tâche essentielle que la Confédération a mission d'accomplir, et il conviendrait d'y pourvoir assez tôt, à froid, avant que déficits et endettements accumulés ne contraignent aux mesures de rigueur et d'urgence, ce à quoi en sont réduits la plupart de nos voisins.

Nous remercions les membres de ce conseil, et en particulier les commissaires, de leur concours, et nous les prions de prendre acte de notre rapport du 4 octobre 1982 dans toute la diversité de ses nuances.

Präsident: Sie haben damit vom Bericht des Bundesrates über die Finanzplanung für die Jahre 1984 bis 1986 und damit auch von den vom Präsidenten der Finanzkommission aufgezeigten Vorbehalten stillschweigend Kenntnis genommen. Damit ist das Geschäft erledigt.

An den Nationalrat – Au Conseil national

83.022

Staatsrechnung 1982 Compte d'Etat 1982

Botschaft vom 13. April 1983

Beschlussentwurf Seite 63* der Botschaft

Message du 13 avril 1983

Projet d'arrêté: page 63 du message

Bezug durch die Eidgenössische Drucksachen- und Materialzentrale, Bern

S'obtient auprès de l'Office central des imprimés et du matériel, Berne

Generali, Berichterstatter: Nachdem wir uns im Zusammenhang mit der Behandlung der Haushaltsperspektiven einlässlich mit dem Bundeshaushalt befasst haben, dürfen wir auf längere Ausführungen über die Staatsrechnung verzichten. Die Zahlen sind bekannt: ein Defizit in der Finanzrechnung von 424 Millionen, also 680 Millionen weniger als bud-

getiert (1104 Millionen), und (was weit weniger erfreulich ist) ein Reinaufwand in der Gesamtrechnung, in der bekanntlich auch die vermögensmässigen Auswirkungen berücksichtigt werden, von 1,236 Milliarden Franken. Um diesen Betrag steigt die Unterdeckung der Bilanz auf über 15 Milliarden an. Der Fehlbetrag der Bilanz lag 1974 noch bei 1,6 Milliarden. Er hat sich somit in den letzten acht Jahren nahezu verzehnfacht. Dass eine solche Entwicklung unhaltbar ist und dringend gestoppt werden muss, haben wir heute bereits mit aller Deutlichkeit dargelegt.

Ausschlaggebend für das gegenüber dem Voranschlag geringer ausgefallene Defizit in der Finanzrechnung waren – wie schon im Vorjahr – die Fiskalerträge. Aussergewöhnliche Mehreingänge verzeichneten die Verrechnungssteuer (+500 Millionen) und die Stempelabgaben (+198 Millionen), aber auch die Warenumsatzsteuer brachte 122 Millionen mehr als budgetiert.

Die Fiskalerträge, die rund 92 Prozent der Einnahmen ausmachen, haben gegenüber dem Vorjahr um 1,6 Milliarden oder 10,3 Prozent zugenommen. Die Verrechnungssteuer erreichte mit einem Ertrag von 2,15 Milliarden einen neuen Höchststand. Ein guter Teil dieser Erträge wird aber – bei jetzt stark gesunkenen Zinssätzen – wieder zurückerstattet werden müssen. Die Verrechnungssteuer einigermaßen zuverlässig schätzen zu können, erweist sich als sehr schwierig, obwohl – wie wir uns überzeugen konnten – die Prognosemethoden laufend verbessert werden. Nach wie vor unbefriedigend ist die Art der Verbuchung dieser Einnahmen. Wir haben im Bericht der Finanzdelegation auf dieses Problem hingewiesen.

Die Tatsache, dass die Ausgaben im Rechnungsjahr ziemlich gut im budgetierten Rahmen gehalten werden konnten (die Budgetvorgaben wurden um 384 Millionen oder 2 Prozent überschritten), darf über den erneut starken Ausgabenanstieg nicht hinwegtäuschen. Gegenüber 1981 beträgt die Wachstumsrate 9,8 Prozent und liegt damit erheblich über dem Anstieg des nominellen Bruttosozialproduktes.

Obschon die Teuerung auch an den Bundesaussgaben nicht spurlos vorbeigegangen ist, kann das beträchtliche Ausgabenwachstum nicht allein damit begründet werden. Die trotz Sparprogrammen starke Ausgabenerhöhung entfällt im wesentlichen auf die beiden mit Finanzplan und Budgetierung nicht steuerbaren Positionen

- bundeseigene Sozialwerke + 617 Millionen
 - Kantonsanteile an Bundeseinnahmen + 225 Millionen
- Mehraufwendungen entfielen auf
- Vorschüsse an die Exportrisikogarantie
 - die Verwertung des Auswuchsgetreides und
 - die Beschaffung von Geländelastwagen für die Armee.

Die Schwerpunkte im Bundeshaushalt bildeten mit 15,3 Milliarden die sechs Aufgabenbereiche soziale Wohlfahrt, Landesverteidigung, Verkehr, Unterricht und Forschung, Landwirtschaft und Ernährung, und Beziehungen zum Ausland. Dabei war der über dem Wirtschaftswachstum liegende Anstieg in den Aufgabengruppen soziale Wohlfahrt, Landesverteidigung und Verkehr besonders ausgeprägt.

Eine zunehmend bedeutende Position nehmen die Finanzausgaben (Kapitalkosten und Kantonsanteile an Bundeseinnahmen) ein. Sie machen heute 13 Prozent der Gesamtausgaben des Bundes aus. Das bedeutet, dass der Zinsendienst brutto nun bereits über 1 Milliarde Franken erfordert. Die Perspektiven sind auch hier alles andere als erfreulich, wobei noch zu berücksichtigen ist, dass in den kommenden Jahren im Rahmen der Geldbeschaffung zinsgünstige Anlagen abgebaut werden müssen.

Schlussfolgerungen der Finanzkommission: Die Staatsrechnung führt uns einmal mehr vor Augen, dass finanzpolitische Korrekturen überfällig sind. Wir befinden uns auf einem Kurs, der mit Wachstumsraten bei den Ausgaben von rund 10 Prozent (bei einem Wirtschaftswachstum von unter 6 Prozent) nicht mehr länger zu verantworten ist. Nach den bisherigen Zahlen wird auch die Rechnung 1983 wiederum gewisse Mehreinnahmen bringen, sicher aber

längst nicht mehr im gleichen Umfang wie in den vergangenen zwei Jahren.

Ihre Finanzkommission liess sich bei der Beratung der Staatsrechnung auch über die Budgetziele des kommenden Jahres orientieren. Diese lehnen sich grundsätzlich an die Haushaltsperspektiven an, was bedeuten würde, dass 1984 mit einem Defizit von 1,45 Milliarden gerechnet wird. Unsere Kommission ist der Meinung, dass alles daran gesetzt werden muss, um das Defizit unter den prognostizierten Betrag zu senken.

M. Chevallaz, conseiller fédéral: Je dois ajouter quelques remarques au rapport de votre commission. Je constate que le résultat est meilleur que celui prévu au budget, trois quarts de réduction par rapport aux prévisions faites trois ou quatre ans auparavant. Toutefois, je dois constater que le compte général qui englobe également les incidences sur la fortune se solde, lui, par un déficit de 1 milliard 236 millions, qui dépasse nettement celui du compte financier. Cette somme accroît le découvert du bilan qui passe à plus de 15 milliards, alors qu'il avait pu être réduit progressivement à un peu plus de 1 milliard 600 millions de 1946 à 1974. Ce montant a presque décuplé en l'espace de huit ans seulement. Je constate aussi que malgré des recettes supplémentaires imprévues s'élevant à plus de 1 milliard, les finances fédérales sont loin d'être sorties de la période déficitaire et que la charge nette d'intérêts s'élève à près de 700 millions.

Dès lors, la vigilance est de mise, je l'ai dit tout à l'heure, je ne veux pas me répéter: nous devons être attentifs à l'élaboration des futurs budgets pour renforcer encore notre volonté d'arriver à l'équilibre.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Behörden und Gerichte – Autorités et tribunaux

Genehmigt – Approuvé

Departement für auswärtige Angelegenheiten

Département des affaires étrangères

Genehmigt – Approuvé

Departement des Innern

Département de l'intérieur

Genehmigt – Approuvé

Justiz- und Polizeidepartement

Département de justice et police

Genehmigt – Approuvé

Militärdepartement – Département militaire

Genehmigt – Approuvé

Finanzdepartement – Département des finances

Genehmigt – Approuvé

Volkswirtschaftsdepartement

Département de l'économie publique

Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement

Département des transports, des communications et de l'énergie

Belser, Berichterstatter: In der Rechnung 1982 präsentiert sich das Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement einerseits als Wachstums-, andererseits als Schrumpfungsdepartement, Wachstum bei den Ausgaben, Schrumpfung

bei den Einnahmen, so dass sich der Ausgabenüberschuss dieses Departements im vergangenen Jahr um sage und schreibe 26 Prozent erhöhte, und zwar geht das durch alle Bundesämter hindurch. Zum Beispiel ist das Bundesamt für Verkehr, das gewichtigste, mit einem Ausgabenwachstum von 13,4 Prozent beteiligt, das Bundesamt für Zivilluftfahrt mit 21,5 Prozent, das Bundesamt für Wasserwirtschaft mit 24 Prozent und das Bundesamt für Energiewirtschaft mit 15 Prozent. Die Einnahmen des Departements sanken wegen der Halbierung der Gewinnablieferungen der PTT um 30 Prozent. Trotz dieses Wachstums der Ausgaben ist an der Rechnung nun herzlich wenig auszusetzen, weil alles abgedeckt ist durch Budget und Budgetnachträge. Das heisst also nichts anderes, als dass wir als Parlament diesem Ausgabenwachstum, sei es der Not gehorchend oder dem eigenen Triebe, zugestimmt haben.

Das Ausgabenwachstum in diesem Departement macht aber auch deutlich, dass wir hier nicht um Eingriffe in die Finanzierungsstruktur bzw. die Ausgabenstruktur herumkommen. Deshalb bin ich nicht glücklich über das, was man bei den Verkehrsvorlagen auch in zeitlicher Hinsicht macht. Die Stellung, die wir dem öffentlichen Verkehr einräumen wollen, und seine Finanzierung müssen rasch geordnet werden. Desgleichen gehört ernsthaft überprüft, ob der längst den Kinderschuhen entwachsene Luftverkehr weiterhin Subventionen benötigt.

Mit diesen Bemerkungen bitte ich Sie um Zustimmung zu dieser Rechnung.

M. **Chevallaz**, conseiller fédéral: Je prends note des remarques de M. Belser. Je suis tout à fait incapable de lui expliquer les raisons des mystères qu'il évoque.

Genehmigt – Approuvé

Gesamtvoranschlag – Budget général

Genehmigt – Approuvé

Anhang – Annexe

Bundesamt für Rüstungsbetriebe Office fédéral de la production d'armements

Genehmigt – Approuvé

Eidgenössische Münzstätte – Monnaie fédérale

Genehmigt – Approuvé

Bundesbeschluss – Arrêté fédéral

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de pleine droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhärenz au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

27 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

83.353

Motion Muheim

Finanzordnung – Régime financier

Wortlaut der Motion vom 8. März 1983

Der Bundesrat wird eingeladen, eine Finanzordnung vorzulegen, welche die Entflechtung von Bund und Kantonen unterstützt, ein ausgewogenes Verhältnis zwischen indirekter und direkter Besteuerung herstellt, die Grenzen der steuerlichen Gesamtbelastung des Bürgers und der Wirtschaft beachtet und schrittweise in Ergänzung der notwendigen Sparprogramme zu einem ausgeglichenen Bundeshaushalt führt.

Zu diesem Zweck ist zuhanden des Parlaments und des Volkes eine Verfassungsvorlage zu unterbreiten, worin die nachfolgenden Grundsätze in etwa verwirklicht werden:

1. Die Warenumsatzsteuer ist aufzuheben, da sie die für die wirtschaftliche Entwicklung dringend notwendige Investitionstätigkeit hemmt und zudem die schweizerischen Exportgüter auf den ausländischen Märkten preislich benachteiligt.

2. Die Wust ist durch eine verwaltungsmässig einfache Umsatzsteuer auf dem Verbrauch von Gütern und Dienstleistungen mit minimalem Steuersatz abzulösen.

3. Ein bestimmter Teil dieser Umsatzsteuer ist zur Sicherung der Bundesleistungen zugunsten der Sozialversicherungen zu verankern.

4. Die direkte Bundessteuer ist in Teilschritten, welche den vollen Ausgleich der kalten Progression mitumfassen, herabzusetzen und in Etappen in eine reine Finanzausgleichsteuer überzuführen. Die dadurch im Bundeshaushalt entstehenden Ausfälle sind gleichzeitig und ebenfalls schrittweise durch Anhebung des Steuersatzes der neuen Umsatzsteuer vollumfänglich auszugleichen.

Texte de la motion du 8 mars 1983

Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer un régime financier qui favorise la désimbrication des tâches de la Confédération et des cantons, qui instaure un rapport judicieux entre la taxation directe et indirecte, tout en tenant compte des limites à l'imposition des citoyens et de l'économie, le tout de manière à réaliser progressivement et en complément aux nécessaires programmes d'économies, l'équilibre du budget fédéral.

Dans ce but, le Gouvernement est prié de présenter au Parlement et au peuple un projet de révision constitutionnelle visant à mettre en œuvre les principes suivants:

1. L'impôt sur le chiffre d'affaires doit être supprimé car il décourage l'investissement indispensable à l'activité économique et renchérit les marchandises suisses écoulées sur les marchés étrangers.

2. L'ICHA doit être remplacé par un impôt de taux minimal sur la consommation de biens et services qui entraîne un minimum de tâches administratives.

3. Une partie du produit de cet impôt doit être affectée au financement des prestations fédérales au titre des assurances sociales.

4. L'impôt fédéral direct doit être abaissé en plusieurs phases, tout compte tenu de la compensation intégrale de la progression à froid, pour être transformé progressivement en un impôt visant uniquement à la péréquation financière. Simultanément, les pertes que subiront de ce fait les finances fédérales seront entièrement compensées, par une augmentation, également progressive, du nouvel impôt prévu plus haut.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Binder, Genoud, Kündig, Meier Hans, Schönenberger (5)

Staatsrechnung 1982

Compte d'Etat 1982

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1983
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	83.022
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.06.1983 - 08:00
Date	
Data	
Seite	188-190
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 675

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.